

Rapport analytique

Russie, la Fédération en guerre :
« **Positionnement multilatéral** »

Quest IE Décembre 2025 - EGE

Tom de Lestapis - RSIC08

Charles Jeanne - RIE09

Paulin Malecot - RIE09

Romain Vitre - SIE29

Delphine Lereau - RSIC08

Satine Reymond - RensIE04

Sommaire :

Executive summary	2
Introduction.....	3
1 Une Russie fragilisée dans le multilatéralisme traditionnel mais cherchant à maintenir une influence stratégique.....	3
1.1 Un affaiblissement marqué dans les institutions occidentales.....	3
1.2 Une stratégie de contestation de l'ordre international existant	4
1.3 Le maintien de leviers d'influence malgré l'isolement.....	5
2 Le pivot vers un multilatéralisme alternatif : consolidation d'alliances émergentes et diversification des partenariats.....	8
2.1 Le renforcement des organisations non occidentales	8
2.2 La structuration d'un espace eurasiatique sous leadership russe	9
2.3 L'ouverture vers le « Sud global » comme relais diplomatique	10
Conclusion	11
Bibliographie.....	12

Executive summary

Résumé :

Ce présent rapport est une analyse de la diplomatie russe et du positionnement multilatéral de la Russie depuis 2022. Le document se divise en deux parties et cherche à comprendre comment la Russie, malgré les sanctions internationales, notamment à l'initiative du bloc occidental, arrive à se positionner dans la sphère diplomatique en tant que puissance mondiale intrinsèque et influente. L'analyse s'articule autour de l'affaiblissement de l'influence diplomatique russe, des leviers mobilisés pour y répondre, ainsi que des stratégies d'intégration mises en œuvre à travers des accords et de nouvelles organisations internationales.

Méthodologie :

Au sein du groupe, les tâches ont été réparties de manière équilibrée et méthodique. Dans un premier temps, un encadrement du sujet et une attribution, à chaque membre, d'un concept clé à définir fût opérée ; afin d'établir une base commune de compréhension. La création d'une liste d'acteurs clés pour définir pleinement l'espace-temps du sujet fut également réalisée. Viennent ensuite les recherches approfondies, accompagnées de l'élaboration d'une liste de questions destinées aux autres groupes. Cela a permis de préciser la problématique du sujet, tout en veillant à ne pas empiéter sur les différentes thématiques. La méthodologie d'analyse qui fut appliquée s'est reposée sur des critères précis, appréhendés intellectuellement, notamment grâce aux informations trouvées en sources ouvertes via des banques de données académiques.

Le plan de rédaction a été défini collectivement durant une matinée de concertation, avant que la rédaction ne soit répartie entre les membres du groupe en fonction de leurs affinités et compétences. Une fois l'ensemble des parties rédigées, un important travail de relecture, d'harmonisation et de coordination a été réalisé. Une attention particulière a été portée à la rédaction de l'introduction et de la conclusion. À cet égard, chaque membre a proposé des citations susceptibles d'introduire le rapport ; celles-ci ont ensuite été soumises à un vote afin de retenir collectivement la plus pertinente.

Sources :

Afin d'identifier des sources pertinentes, la réflexion collective a débuté par une recherche globale visant à cadrer le sujet de manière générale et large. Dans un travail portant sur un pays tel que la Russie, il est essentiel de diversifier au maximum les sources afin d'éviter une vision exclusivement occidentale du sujet et de préserver la neutralité de l'analyse.

Puis, au sein du groupe et après réflexion, une liste de sources jugées exploitables et pertinentes fut remontée ; allant de bases de données académiques comme Cairn à des moteurs de recherches scientifiques comme Google Scholar. D'autres sources ont été mises de côté, tel que Russkoe Radio, jugée trop orientée. D'un commun accord, le choix s'est porté sur une bibliographie de sources par catégorie afin de mieux identifier les types de documents mobilisés pour la réalisation de

ce travail. Suite aux échanges, les sources académiques et médiatiques combinées ont été jugées plus pertinentes pour obtenir une analyse à la fois rigoureuse et poussée.

Introduction

En 2025, Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, explique lors d'un sommet des BRICS que : "la multipolarité n'est pas un choix, mais une réalité objective". Cette phrase, bien que succincte, représente la vision de la Russie de l'ordre mondial au sein des institutions telles que l'ONU. Depuis près de deux décennies (cf. discours de Poutine à Munich en 2007), la Russie a décuplé ses efforts diplomatiques pour rediriger sa politique étrangère vers de nouvelles institutions (BRICS, OSTC, OCS) et s'éloigner de l'Occident. Son positionnement au sein de la diplomatie internationale promeut bien plus un ordre multilatéraliste que global. Ce rapport tentera donc de répondre au questionnement suivant : *Comment la Russie, depuis 2022, ajuste-t-elle son positionnement géopolitique en articulant diplomatie multilatérale traditionnelle et recours accru aux organisations internationales émergentes ?*

Pour traiter ce sujet, le plan se découpera en deux parties. La première portera sur le positionnement fragilisé de la Russie dans le multilatéralisme onusien et la volonté de cette dernière de garder des leviers d'influence. La seconde partie se concentrera quant à elle sur le changement de direction de la politique étrangère russe vers un multilatéralisme alternatif composé d'accords signés au sein d'organisations internationales et d'alliances au travers de partenariats bilatéraux.

1 Une Russie fragilisée dans le multilatéralisme traditionnel mais cherchant à maintenir une influence stratégique

1.1 Un affaiblissement marqué dans les institutions occidentales

L'évolution contemporaine du système international met en lumière les dysfonctionnements des cadres multilatéraux hérités de l'après-guerre, dont la capacité à structurer durablement l'ordre international. Dans un environnement marqué par la multiplication des crises asymétriques, les institutions occidentales conservent leur rôle de référence normative et opérationnelle. L'Organisation des Nations Unies illustre de manière particulièrement significative cette tension entre ambition universaliste et stratégies des Etats. Sa crédibilité est remise en question et révèle un outil de domination américain imposant des normes exogènes.

La marginalisation progressive de l'Organisation des Nations Unies se traduit par une moindre légitimité politique et une moindre capacité opérationnelle. Depuis la baisse des financements américains, cette capacité est remise en question suite aux volontés des Etats membres et aux contributeurs "physiques". Jean-Marie Guéhenno souligne à cet égard que l'ONU « n'a plus ni la légitimité ni les moyens d'imposer la paix », mettant en évidence le décalage croissant entre les ambitions universalistes de l'institution et les réalités géopolitiques contemporaines (Guéhenno 77-91). Conçue dans un contexte marqué par la domination économique, militaire et normative des États-Unis à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU est aujourd'hui un levier de domination. Sans cette hégémonie, les puissances émergentes ne chercheraient pas de voie alternative uniquement.

Cette crise de légitimité est structurellement renforcée par le fonctionnement du Conseil de sécurité. L'architecture institutionnelle issue de 1945, fondée sur un compromis entre égalité formelle

des États à l'Assemblée générale et hiérarchie de puissance au sein du Conseil de sécurité, apparaît désormais en décalage avec les réalités de la situation internationale contemporaine. Le gel des réformes, notamment concernant l'élargissement du Conseil et l'usage du droit de veto, empêche toute adaptation aux transformations des équilibres mondiaux et contribue à la paralysie décisionnelle de l'ONU (*Châtaigner 359-372*). Dans les faits, les résolutions adoptées par les principaux organes de l'organisation sont fréquemment ignorées par les États membres eux-mêmes, réduisant l'ONU à une fonction essentiellement délibérative et symbolique, au détriment de sa capacité à orienter concrètement l'action internationale.

La marginalisation de l'ONU s'observe également dans le domaine du maintien de la paix, où les organisations régionales européennes occupent désormais une place centrale. L'Union européenne et l'OTAN disposent d'une autonomie opérationnelle et institutionnelle significative dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, celui-ci exerçant un contrôle limité sur leurs actions (*Castellarin 2-15*). Cette situation traduit un renversement partiel de la logique hiérarchique inscrite dans la Charte des Nations unies : loin d'un principe de subsidiarité, les organisations régionales apparaissent parfois comme les véritables initiatrices de l'action, l'ONU se limitant à en assurer une légitimation juridique a posteriori.

Cette dynamique participe à une désarticulation croissante de la gouvernance sécuritaire internationale, perceptible dans les relations entre l'ONU, l'Union européenne, l'OTAN et l'OSCE. Longtemps inscrite dans une logique de complémentarité, notamment dans la gestion des conflits issus de l'espace post-soviétique, l'action de l'OSCE est aujourd'hui entravée par des blocages politiques internes, en particulier en raison de l'opposition russe et de la règle du consensus. Les cas de la Géorgie et de l'Ukraine illustrent la marginalisation progressive de cette organisation, tandis que l'Union européenne intervient parfois en dehors de toute délégation explicite du Conseil de sécurité, accentuant le gel du dialogue institutionnel et la concurrence entre cadres multilatéraux (*de Salas 37-50*).

1.2 Une stratégie de contestation de l'ordre international existant

La Russie a adopté le concept de « multipolarité » comme grille de lecture centrale de son engagement multilatéral post 2022. Moscou définit explicitement ce nouvel ordre comme l'avènement d'un « monde multipolaire » marqué par l'émergence de « nouveaux centres de puissance, de prise de décision politique et de croissance économique » (*Raphaël Coste, Le Grand continent*). Cette vision s'oppose directement à ce que la diplomatie russe qualifie comme l'« unipolarité » occidentale. En ce sens, la multipolarité ne représente pas simplement une description objective de la façon dont le système international est en train d'émerger, mais constitue également un projet politique que la Russie défend activement, à savoir un modèle d'organisation du monde que la Russie juge souhaitable et légitime. La Russie s'engage à promouvoir cette vision multipolaire dans les institutions internationales où elle a une influence, notamment en tant que leader des BRICS en 2024, plateforme depuis laquelle elle peut diffuser et renforcer cet objectif politique.

Le discours russe sur la multipolarité s'inscrit dans une doctrine plus large baptisée « doctrine Karaganov ». Cette doctrine, qui structure officiellement la pensée stratégique russe depuis 2022-2023, propose une vision du monde organisée autour de la tension entre l'« Occident collectif » et la « majorité mondiale » (*M. Laruelle, Le Grand Continent*). Ce dernier concept, qui émerge des cercles académiques et politiques russes, se distingue délibérément du terme de « Sud global » jugé trop libéral, et permet d'unifier des États aussi divers que ceux ayant condamné l'invasion ukrainienne à l'Assemblée générale sans adopter de sanctions, aux alliés traditionnels comme la Syrie ou la Corée du Nord.

Le pilier argumentatif central de la stratégie russe repose sur une dénonciation virulente de ce que le Kremlin nomme l'« ordre fondé sur des règles » imposé par l'Occident. Lors d'une session du Conseil de sécurité en avril 2023, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dressé un réquisitoire systématique contre ce concept, accusant l'« Occident collectif » de chercher à substituer au droit international et à la Charte des Nations unies « un prétendu ordre fondé sur des règles élaborées au seul profit de ses membres » (Office de presse des Nations Unies, *Débat public du Conseil de sécurité sur « un multilatéralisme efficace »*, 26 avril 2023). La Russie présente cette notion non pas comme un cadre juridique neutre, mais comme l'expression d'une volonté hégémonique occidentale d'imposer sa domination.

Cette critique s'inscrit dans une vision plus large de l'impérialisme occidental. Selon la doctrine officielle russe, l'Occident cherche à remodeler le multilatéralisme régional selon ses intérêts, particulièrement en Asie-Pacifique notamment à travers les partenariats stratégiques “QUAD” et “AUKUS”. Pour justifier cette opposition, Moscou invoque les principes fondateurs de la Charte des Nations unies, en particulier l'« égalité souveraine des États ». Elle accuse l'Occident de rejeter cette dernière « avec arrogance » au profit d'un ordre international hiérarchisé fondé sur ses propres règles. Cette inversion rhétorique est particulièrement significative au sens où Moscou se présente comme le gardien du droit international face à un Occident prédateur (F. d'Alançon, *Le Monde*, 25 février 2025). Enfin, la Russie a investi considérablement dans la mobilisation de soutiens internationaux pour contester les résolutions condamnant son invasion de l'Ukraine en 2022. Bien que 93 des 141 pays continuent de voter pour la condamnation en 2025 par rapport à 2022, l'influence russe s'est progressivement renforcée, non par l'augmentation de ses soutiens explicites, mais par la multiplication des abstentions stratégiques mobilisées notamment via la diplomatie du blé et du gaz.

Le 23 février 2025, trois ans jour pour jour après l'invasion, marque une fragmentation décisive : les deux résolutions concurrentes (ukrainienne et américaine) recueillent chacune 93 voix seulement, avec 65 et 73 abstentions (35 voix en 2022) (*cf annexe 1*). La résolution américaine obtient plus d'abstentions (73 vs 65) car son texte dilué, appelant à la « fin de la guerre » sans affirmer clairement l'agression russe, permet à davantage de pays non-alignés de justifier leur abstention comme une position de neutralité plutôt qu'un soutien tacite à Moscou. Cette fragmentation suggère que l'unité initiale de l'Occident s'est effondrée et que les soutiens internationaux russes se sont mobilisés.

1.3 Le maintien de leviers d'influence malgré l'isolement

La Russie est depuis son discours de 2007 devant l'Assemblée générale des Nations Unies dans une position de contestation de l'ordre mondial. Le ressentiment russe envers la position dominante de l'occident dans l'ordre international est omniprésent, ce qui pousse la Russie à vouloir sortir de l'isolement auquel elle fait face au sein des institutions internationales. Pour atteindre son but, la Russie a mis au point plusieurs leviers d'influence.

Tout d'abord, la Russie figure parmi les grandes puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui confère un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Cette position institutionnelle lui permet, en dépit de l'opposition exprimée par un nombre important d'États membres au sein de l'Assemblée générale, d'exercer son droit de veto afin d'empêcher l'adoption de résolutions contraires à ses intérêts ou à ses orientations politiques. Pendant longtemps, la Russie s'est dit attachée au "respect strict et formel des règles du droit international" et est allée jusqu'à comparer ses actions en Ukraine avec le conflit au Kosovo. Malgré le souhait de la Russie de prouver que leur invasion en Ukraine est en accord avec le droit international, les institutions protectrices du droit international comme la Cour Internationale de Justice ont démenti cette comparaison fallacieuse (fondation Robert Schuman, 2022).

Face à cette impasse au sein du système international, la Russie a préféré rediriger sa vision diplomatique vers de nouveaux moyens lui permettant de garder une influence et des liens avec d'autres pays et notamment des puissances régionales.

Le levier militaire en est un. La Russie étant un des pays étant en possession de la bombe nucléaire, son pouvoir de dissuasion est un important levier d'influence. Sa capacité d'intervention, à l'instar de la guerre en Ukraine, est aussi un pilier de ce levier.

L'énergie est aussi un moyen utilisé pour la Russie dans ses négociations avec d'autres pays et au sein de sa diplomatie. Grand producteur d'hydrocarbures, la Russie est un allié précieux pour de nombreux pays et utilise de manière récurrente ce levier pour négocier des accords avec d'autres pays comme la Chine.

Avec la Chine et dans la continuité de la volonté russe de remodeler l'ordre international "russophobe" (Lavrov, 2015), les deux pays ont renforcé leur coopération bilatérale en mettant en place un partenariat stratégique global (Muller & Surrel, 1998) dont l'un des principaux objectifs est de promouvoir un ordre international plus équilibré, moins dominé par les États-Unis et les pays occidentaux. Pour arriver à cela, les deux pays ont collaboré dans divers domaines notamment la sécurité, l'énergie, les infrastructures, le commerce et les investissements (Pâquier et al., 2018).

La Russie est aussi devenue experte dans la création de liens avec des pays ou puissances régionales "laissés pour compte" par l'ordre international. Le triangle Russo-Turc-Iranien en est un exemple (Moïsi, 2017). Ce dernier mêle coopération et rivalité mais reste un levier important d'influence pour la Russie dans la région. Les chefs d'État de ces trois pays ont eu l'occasion de se rencontrer au sommet à Ashgabat, lors de l'International Forum on Peace and Trust le 12 décembre 2025.

L'Inde fait aussi partie des puissances régionales avec lesquelles la Russie renforce ses liens. Les 4 et 5 décembre derniers, les chefs d'État des deux pays se sont rencontrés à New Delhi. Lors de cette rencontre, Narendra Modi a qualifié l'amitié indo-russe d'"inébranlable" et a annoncé avoir finalisé un programme de coopération économique à l'horizon 2030 avec Moscou (Le Monde, 2025). Le but de cette visite a été pour Moscou de montrer qu'elle n'est pas isolée et de signaler au reste du monde que la Russie garde des partenaires majeurs hors du bloc occidental (Auzon, 2025).

La Russie développe donc une stratégie diplomatique multiforme, au travers de plusieurs leviers d'influence - droit de veto, dissuasion nucléaire, hydrocarbures - afin de ne pas rester isolée sur la scène internationale tout en s'engageant, aux côtés d'autres puissances régionales et mondiales dans un remodelage de l'ordre international existant. Cette stratégie s'oriente exclusivement vers des États ne faisant pas partie du bloc occidental, voire en opposition avec ce dernier, et repose sur la formation d'alliances et de liens diplomatiques forts avec des pays qui sont ou ont vocation à occuper une place importante dans l'espace mondial.

2 Le pivot vers un multilatéralisme alternatif : consolidation d'alliances émergentes et diversification des partenariats

2.1 Le renforcement des organisations non occidentales

Depuis 2022, la détérioration durable des relations russes avec l'Occident incite le pays à se réorienter vers des organisations internationales non-occidentales. Ces structures sont perçues comme des instruments d'influence et des alternatives au système dominé par les puissances de l'ouest. Moscou s'inscrit dans une stratégie de réorientation diplomatique visant à compenser l'isolement imposé par les puissances occidentales. Toutefois, si cette démarche traduit une volonté affirmée de remodeler l'ordre international, son efficacité demeure partielle et inégale, révélant les limites de l'influence réelle de la Russie dans ces cadres multilatéraux.

Les BRICS, coalition politique et économique des pays de la majorité mondiale depuis 2009, s'imposent comme un acteur majeur contestant les normes hégémoniques occidentales, tant sur les plans politique, économique et technologique que dans le domaine de l'innovation. Notamment à travers son siège établi à Shanghai et présidé depuis 2023 par l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, cette organisation non-occidentale agit comme une plateforme avec la Russie en son centre, entourée du Brésil, la Chine et de l'Inde. Accompagnés de six autres petits pays membres, les BRICS organisent des sommets annuels afin de coordonner les positions politiques, économiques et stratégiques des États membres. Pour illustrer, le 06 et 07 juillet 2025, a eu lieu le 17^e sommet à Rio de Janeiro au Brésil. Une déclaration commune sur la gouvernance de l'intelligence artificielle (IA) a été adoptée par les BRICS. Elle vise à promouvoir les valeurs des BRICS, spécifiquement à travers le recours accru aux monnaies nationales dans les échanges internes et le rôle central de la Nouvelle Banque de Développement (NDB). Malgré l'absence de Vladimir Poutine suite au mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à son encontre, la Russie se place comme initiatrice de la création de la plateforme d'investissements communs. Les BRICS élargis, avec l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis et l'Indonésie, apparaissent comme un instrument symbolique fort de contestation de l'hégémonie occidentale, mais leur cohésion reste fragile. L'hétérogénéité économique, politique et stratégique des États membres limite la capacité du groupe à s'imposer comme une véritable alternative structurée aux institutions occidentales. Pour la Russie, l'élargissement des BRICS permet de rompre son isolement diplomatique et de montrer un soutien de la majorité mondiale. Cependant, il ne garantit ni une solidarité politique durable ni un appui explicite sur les dossiers les plus sensibles, en particulier le conflit en Ukraine. Par exemple, le Brésil de Lula da Silva appelle à la fin du conflit en Ukraine et au respect du droit international. Les BRICS fonctionnent davantage comme une coalition d'intérêts ponctuels comme une alliance stratégique cohérente.

Enfin, la promotion d'un système financier alternatif au dollar constitue l'un des objectifs les plus ambitieux de cette réorientation, mais également l'un des plus difficiles à concrétiser. Les BRICS développent les paiements en monnaies nationales et renforcent leurs institutions financières en effectuant leurs échanges par le yuan pour échapper au dollar américain. Malgré tout, le dollar demeure largement dominant dans les échanges internationaux. Les partenaires de la Russie restent réticents à s'exposer pleinement à des mécanismes alternatifs, par crainte de sanctions secondaires ou d'instabilité financière. Cette situation souligne le décalage entre le discours russe sur la

dédollarisation et la réalité des interdépendances économiques mondiales. Ainsi, si le renforcement des organisations non-occidentales permet à la Russie de limiter son isolement et de maintenir une visibilité internationale, il ne constitue pas une rupture radicale avec l'ordre mondial existant. Cette stratégie relève davantage d'une adaptation pragmatique aux contraintes existantes que d'une véritable capacité à refonder durablement les équilibres internationaux. Elle met ainsi en évidence les fragilités structurelles de la puissance russe dans un ordre mondial multipolaire en recomposition.

2.2 La structuration d'un espace eurasiatiques sous leadership russe

La structuration de l'espace eurasiatique sous leadership russe repose sur la notion de "Majorité mondiale". Cela encadre la confrontation avec l'Occident comme étant une lutte civilisationnelle de long terme. Depuis 2022, cet espace est repensé par la Russie comme étant un pilier central d'un ordre international alternatif, où le pays conserverait une fonction structurante.

Sur le plan économique, l'Union économique eurasiatique est l'instrument central de ce leadership. Issue de l'Union douanière entre la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan de 2015. L'UEE veut la libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre. Toutefois, elle repose sur une asymétrie structurelle. La Russie concentre l'essentiel du PIB, des infrastructures de transport et du pouvoir décisionnel. Cette configuration, déjà problématique avant 2022, grandit après l'invasion de l'Ukraine. L'UEE apparaît alors comme un outil de gestion des effets des sanctions, fondé sur des arrangements multilatéraux dominés par la Russie.

En réaction aux sanctions occidentales, la Russie a tenté de renforcer l'UEE en y injectant une dimension idéologique et civilisationnelle, la présentant comme un rempart face au « globalisme occidental ». Si une adaptation économique est visible, notamment à travers une dédollarisation des échanges internes, cette évolution s'accompagne de réticences. Le risque de sanctions secondaires a conduit plusieurs États membres, en particulier en Asie centrale, à adopter une posture prudente vis-à-vis des mécanismes financiers russes. La perte de l'Ukraine, pièce maîtresse du projet eurasiatique initial, a fortement réduit la portée économique et stratégique de l'UEE, accentuant son caractère inachevé.

Sur le plan sécuritaire, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) devait constituer le pilier militaire de la structuration de l'espace post-soviétique. Longtemps perçue comme une alliance peu opérationnelle, elle a démontré une capacité d'action lors de son intervention au Kazakhstan en janvier 2022, avec le déploiement de 2 000 hommes destinés à stabiliser le régime en place. Cette opération a réaffirmé le rôle de la Russie comme garant de l'ordre dans son « étranger proche ». Toutefois, depuis l'invasion de l'Ukraine, l'OTSC a perdu en crédibilité. La Russie a concentré l'essentiel de ses ressources militaires contre l'Ukraine, refusant d'intervenir dans des conflits majeurs impliquant ses alliés, comme en Asie centrale ou encore en Arménie. En effet, depuis la perte du Haut-Karabakh et la non-intervention russe, due aux relations russo-turque et russo-azerbaïdjanaise, le pays a compris que l'OTSC n'était pas l'organisation qu'elle prétendait être. Ces inactions ont fragilisé la confiance dans l'organisation. Certains membres, comme l'Arménie, ont gelé leur participation ou refusé d'accueillir des exercices conjoints, tout en cherchant à diversifier leurs partenariats sécuritaires avec l'Europe ou les États-Unis. L'OTSC repose davantage sur l'inertie institutionnelle, l'héritage

soviétique des équipements et la dépendance militaire structurelle de certains États, plutôt que sur une véritable solidarité stratégique. Le leadership sécuritaire russe apparaît ainsi fragilisé.

Pour faire face à cet affaiblissement, la Russie investit davantage dans des formats multilatéraux plus larges, avec l'Organisation de coopération de Shanghai. Aux côtés des BRICS, l'OCS est perçue comme une plateforme centrale de la « Majorité mondiale » et comme un levier pour la construction d'institutions alternatives à l'Occident. La Russie aspire à en faire le socle d'une « Grande Communauté eurasiatique de sécurité et de développement », capable de renforcer la connectivité régionale et de coordonner les réponses aux menaces sécuritaires. Toutefois, ce cadre demeure non hégémonique; la Chine y joue un rôle économique prépondérant, limitant la capacité de la Russie à structurer seule l'espace eurasiatique selon ses priorités.

Enfin, l'énergie constitue le levier le plus concret et le plus efficace de la structuration eurasiatique depuis 2022. La rupture avec le marché européen a provoqué une chute massive des exportations de gaz russe et laissé à Gazprom d'importantes capacités excédentaires. En réponse, la Russie a accéléré son « pivot vers l'Est », sans toutefois parvenir à compenser la perte européenne. Dans ce contexte, l'Asie centrale devient un espace stratégique de transit, de débouchés et de coopération énergétique. La structuration de l'espace eurasiatique sous leadership russe repose aujourd'hui moins sur une intégration institutionnelle cohérente que sur un faisceau d'interdépendances économiques, énergétiques et sécuritaires. Ce leadership est contraint, fragmenté et constamment renégocié par des États engagés dans d'autres stratégies.

2.3 L'ouverture vers le « Sud global » comme relais diplomatique

Face à un Occident qui coupe ses liens diplomatiques et ferme son marché à la Russie en réaction à l'invasion de l'Ukraine, Moscou opère une réorientation de sa politique extérieure vers les pays du « Sud global ». Cette notion désigne un ensemble de pays ne faisant pas partie de l'Occident et qui, malgré leurs intérêts variés voire parfois même divergents, remettent en cause à des degrés divers l'ordre international dominé par les pays de l'Ouest.

Ce nouvel élan laisse ainsi sa marque sur tous les continents à l'exception de l'Amérique du Nord et de l'Europe. La Russie mise simultanément sur des forums internationaux et d'autres formats multilatéraux tout en renforçant plusieurs dialogues bilatéraux qu'elle considère comme étant d'intérêt stratégique. Cela est tout d'abord particulièrement visible en Afrique.

En 2019, a eu lieu à Sotchi la première édition du sommet Russie-Afrique, un forum triennal centré sur les thématiques de la sécurité et du développement. La deuxième édition a eu lieu en 2023 à Saint-Petersbourg. Cette initiative est cruciale pour Moscou qui cherche à s'implanter durablement sur le continent avec des investissements dans les infrastructures, l'exploitation des ressources naturelles, et le déploiement de sociétés militaires privées. Sous couvert de formation, ces dernières sont particulièrement actives dans diverses régions afin de renforcer les liens militaires et diplomatiques entre la Russie et ses alliés situés notamment en Afrique subsaharienne, au Sahel ainsi que l'Afrique du Nord (Libye, Soudan, Egypte). Ces nouvelles dynamiques sont particulièrement marquées par l'accueil de toujours plus d'étudiants africains dans les universités russes. En 2025, ce sont cinq mille bourses qui leur sont destinées, ce qui constitue un record.

Toutefois, il n'y a pas qu'en Afrique que la politique étrangère de la Russie trouve de précieux soutiens. Lors de son dernier voyage officiel en République Populaire de Chine, le président français Emmanuel Macron s'est heurté à la résolution de son homologue chinois, Xi Jinping, sur le dossier russo-ukrainien. Ce dernier a rappelé l'attachement de la Chine à « l'amitié sans limites » développée ces dernières années avec Moscou. Depuis qu'ils sont au pouvoir, Vladimir Poutine et Xi Jinping se sont rencontrés près de cinquante-cinq fois dans le cadre de rencontres bilatérales et multilatérales (dans le cadre des BRICS+ et de l'Organisation de Coopération de Shanghai). Le dernier en date a eu lieu au sommet de l'OCS à Tianjin, qui s'est déroulé les 31 août et 1^{er} septembre 2025. L'échange a notamment vu Moscou et Pékin ressusciter le projet *Power of Siberia 2*, un projet de gazoduc de plus de sept mille kilomètres longtemps refusé par la Chine, traditionnellement récalcitrante à la création de nouvelles dépendances énergétiques. Cela pose alors la question de la contrepartie offerte par la Russie pour la construction de cette infrastructure qui lui garantirait d'importants revenus. Cette contrepartie, faite par Moscou, reste encore aujourd'hui inconnue.

En outre, et afin d'éviter d'entrer dans une relation trop déséquilibrée avec la Chine, la Russie renforce également ses liens avec l'Inde qui agit alors comme un contrepoids opportun pour Moscou au sein des BRICS et d'autant plus de l'OCS face à l'axe Pékin-Islamabad. En témoigne la récente visite dans le pays de Vladimir Poutine et sa rencontre avec son homologue indien, Narendra Modi. Lors de la durée de la visite, les deux hommes d'Etat ont échangé sur des thématiques commerciales stratégiques, y compris la vente de matériels de défense (systèmes anti-air S400, avion de combat Sukhoï Su-57) et d'hydrocarbures (pétrole brut) sous sanctions occidentales depuis la Russie vers l'Inde.

Les pays du « Sud global » concentrent ainsi tout l'intérêt ainsi que l'effort de la politique étrangère de la Russie. Les objectifs sont nombreux, qu'ils relèvent de la diplomatie culturelle, du renforcement des liens, mais avant tout de la création de nouvelles routes commerciales pour permettre à Moscou d'obtenir de nouveaux marchés d'export pour ses produits et ses services. Pour la Russie, développer ces relations et les pérenniser est devenu d'autant plus important afin de modifier le rapport de force en sa faveur face à l'Occident et d'une certaine manière, face à la Chine.

Conclusion

En devenant le pays le plus sanctionné du monde en février 2022, la Russie a dû complètement remodeler sa politique extérieure. Afin de soutenir son effort de guerre, elle doit se trouver des alliés et montrer qu'elle influence suffisamment l'échiquier international pour conserver sa place de leader parmi les puissances. Depuis le début de son invasion en Ukraine, la Russie a adopté une position d'équilibre dans l'ordre international et participe activement à sa recomposition malgré le conflit. Pour cela, elle continue de siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies, échappant grâce à son droit de veto, à des résolutions contraignantes. L'ONU est *de facto* inopérante. Pour la Russie, des opportunités restent à saisir auprès des pays du « Sud global ». Le pays renforce ses coopérations au sein d'instances multilatérales telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai et les BRICS+, tout en créant de nouveaux forums de discussion comme le Forum Russie-Afrique. La multiplication des axes de coopération internationale, malgré la fermeture de l'Occident, permet à la Russie de ne pas se retrouver dépendante d'un seul acteur et de gagner un soutien, au moins tacite, des pays composant la « Majorité mondiale ».

Bibliographie

Ouvrage :

Rachel S. Salzman (2019). *Russia, BRICS, and the Disruption of Global Order*. Georgetown University Press

Articles en ligne :

R. Allison, "Why Does Russia Need BRICS?" *Russia in Global Affairs*, No.1, Janv.2015

M. Laruelle. "Dés-occidentaliser le monde : la doctrine Karaganov." *Le Grand Continent*, 20 avr. 2024.

R. Coste, "Les 12 thèses de Kazan : Rhétorique du nouvel ordre des BRICS", *Le Grand Continent*, 26 octobre 2024

F. d'Alañon, "Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution américaine refusant de soutenir l'Ukraine", *Le Monde*, 25 février 2025

M. Wolter, "Chine et Russie affichent leur union au sommet de l'OCS", *Deutsche Welle*, 01/09/2025

O. Auzon, "Inde-Russie : L'alliance qui secoue déjà les équilibres internationaux", *Le Diplomate*, 11/12/2025

A-J Chesanovska, "Comment la Russie se sert-elle des organisations internationales ?" *Ukrinform*, 28/05/2019

G. Lancereau, "Le "fardeau" de l'homme russe: la doctrine Lavrov pour arsenaliser l'ONU", *Le Grand Continent*, 22/04/2025

ONU, "Le chef de la diplomatie russe accuse les pays occidentaux de saper la confiance dans les institutions internationales", *ONU info* 24/09/2022

Euronews & Press agences, "La Russie et l'Iran renforcent leur alliance avec un nouveau pacte stratégique", *Euronews*, 17/01/2025

C. Dietrich, "L'Inde approfondit son partenariat avec la Russie, en dépit des pressions occidentales", *Le Monde*, 09/12/2025

P.Boniface, "Le Sud Global, expliquez-moi...", *Institut de relations internationales et stratégiques*, 28/05/2025

Le Monde, "De la difficulté de l'Europe à se faire entendre de la Chine", *Le Monde*, 06/12/2025

Le Grand Continent, "Xi et Poutine, les images d'une longue amitié", *Le Grand Continent*, 01/09/2025

N.Rauline, "Power of Siberia 2, la Chine et la Russie ressuscitent un gazoduc de 7.000 kilomètres pour défier l'Amérique", *Les Echos*, 02/09/2025

P.Musvanhiri, "How Russia is trying to attract African students", *Deutsche Welle*, 29/10/2025

Parlement européen, "Quelles sont les causes des relations tendues entre l'UE et la Russie", *Parlement européen*, 03/02/2021 (mis à jour le 15/05/2024).

J-M. Guehenno, "Qu'attendre de l'ONU aujourd'hui", *Pauvretés : le rebond*, 09/03/2021

I. Busygina. "The Impact of the War in Ukraine on the Eurasian Economic Union." *PONARS Eurasia*, 17 Mai 2024.

- The Moscow Times, *“Russia Allocates 5K Full-Ride University Scholarships for African Students”*, The Moscow Times, 16/10/2025
- T.Kastoueva-Jean, *“En Inde, la tournée de Vladimir Poutine qui bouscule l’idée d’une Russie isolée”*, Institut français des relations internationales, 04/12/2025
- A.de Salas, *“Le Conseil de l’Europe et les droits de l’Homme”*, L’universalité des droits humains, 27/09/2022
- J. Châtaigner, *“Réformer l’ONU : mission impossible ?”*, L’administration des organisations internationale, 10/07/2008
- Inozemtsev & Vladislav. *“Asie centrale : une occasion historique à saisir.”* Russie.Eurasie.Visions, n° 132, Ifri, Décembre 2023.
- Mitrova & Tatiana. *“Russia’s Expanding Energy Ties in Central Asia”* Center on Global Energy Policy at Columbia University SIPA, 29 Février 2024.
- Popescu & Nicu. *“Eurasian Union: the real, the imaginary and the likely.”* Chaillot Paper, n° 132, EU Institute for Security Studies, Septembre 2014.
- Samaran, & Stéphan. *“L’Organisation du traité de sécurité collective en état de mort cérébrale ?”* Brève stratégique, n° 53, IRSEM, Janvier 2023.
- Vassil, Karan. *“La politique d’alliance russe à l’épreuve des limites du “multivectorisme””* Revue Défense Nationale, 2022/HS2, pp. 33-40.
- Vercueil, Julien. *“L’Union Économique Eurasiatique au prisme de la Russie.”* Russie Eurasie, Juin 2014.
- Yermakov, Vitaly. *“Catch 2022” for Russian gas: plenty of capacity amid disappearing market.”* OIES Energy Comment, Janvier 2023.
- B. Quenelle, *« Face aux sanctions occidentales, les Russes toujours plus défiants »*, Les Echos, 14/04/2022.
- Office de presse des Nations Unies, *“Débat public du Conseil de sécurité sur « un multilatéralisme efficace »”*, 26 avril 2023

Articles scientifiques :

- Li, Ying, et Jinhong Han (2025). *“International sanctions and export restructuring: How economic integration among BRICS nations drives trade transformation in Russia.”* International Review of Financial Analysis, vol. 85, part B
- J-S Mvondo (2023). *“La Russie et la Chine : nouveaux moteurs du multilatéralisme mondial ?”*, Revue Ivoirienne de Gouvernance et d’Études Stratégiques, n°19
- P. Joannin (2019). *“La Russie, l’Ukraine et le droit international”*, Fondation Robert Schuman, Schuman papers n°623
- A. Peyronnet (2021). *“Les détroit turcs au coeur de la géopolitique d’Ankara”*, FMES
- D. Moïsi (2017). *“Russie, Turquie, Iran : le triangle de la revanche”*, Institut Moutaigne
- Oishi, K. & Sakuwa, K. (2020). *“Structural balance of alliance and rivalry networks in international relations”*. Department of International Politics, Aoyama Gakuin University, Tokyo, Japan ; Japan Society for the Promotion of Science, Tokyo, Japan.
- M. Pierre & S. Yves (1998). *“L’analyse politique des politiques publiques”*, Montchrétien, Collection Clefs

J. Pâquier A. Korolov (2018). "Reluctant alliés : System-unit dynamics and China-Russia Relations", International Relations vol.33(1)

E. Castellin (2020) "L'ONU et les opérations de maintien de la paix des organisations régionales européennes", L'observateur des Nations Unies

Janet, O. Opeoluwa, et al (2024). "An Overview of the Eurasian Economic Union as an Economic Integration Supranational Organization." South Asian Journal of Social Studies and Economics, vol. 21, no., pp. 14-24.

Podcasts / émissions audio :

Pierre Haski et Ingrid Therwath. "Le sommet des Brics : un sommet qui va dans le mur ?." Géopolitique du lundi, France Inter, 07 juil. 2025.

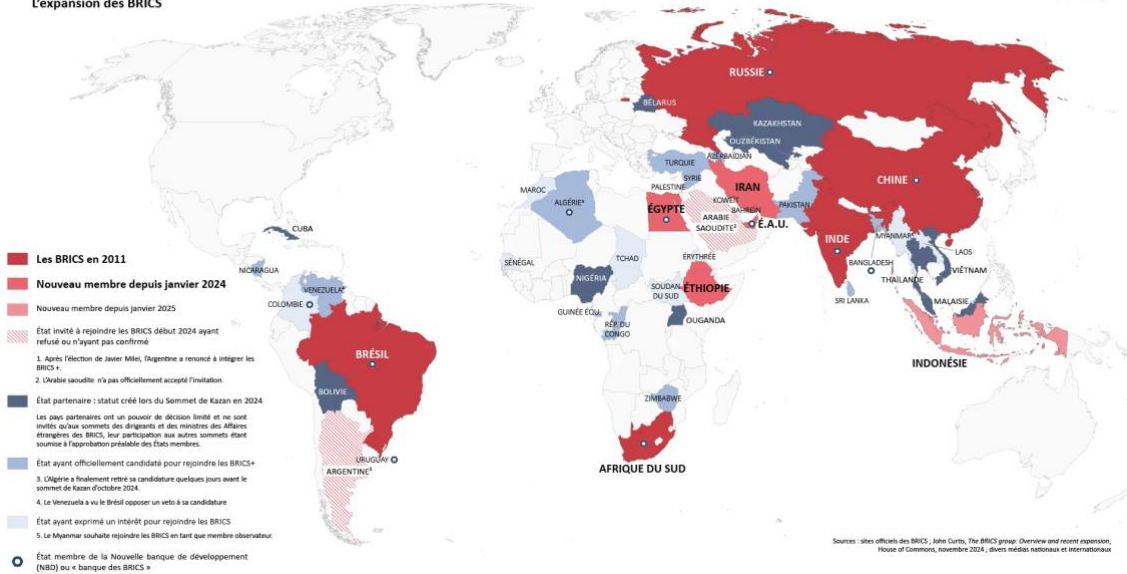
Annexes :

Annexe 1 : Carte des BRICS en janvier 2024, de l'IRIS et des sites officiels des BRICS; John Curtis, *The BRICS group: Overview and recent expansion*, House of Commons, novembre 2024; divers médias nationaux et internationaux.

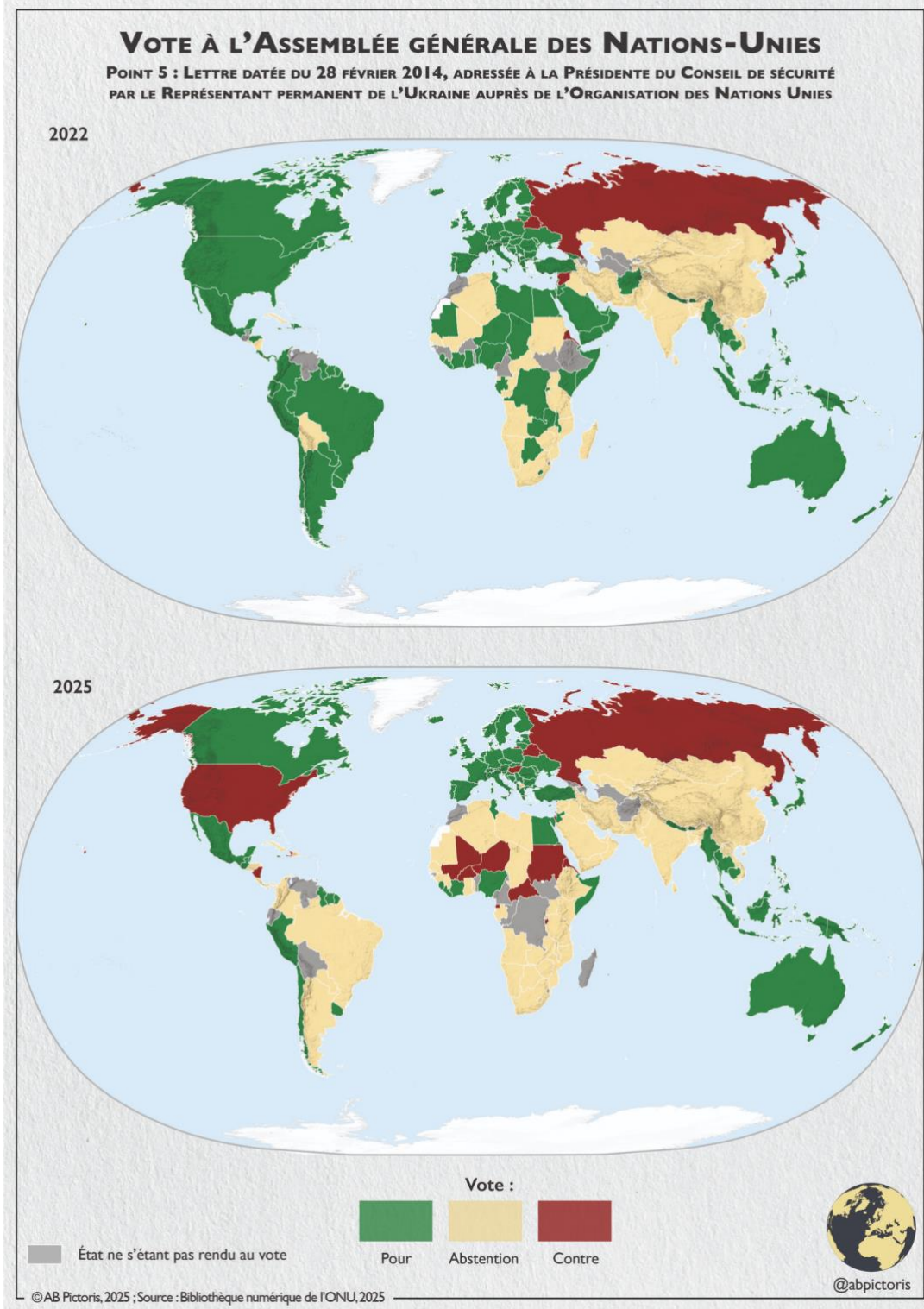
Les BRICS : montée en puissance d'un « club » non occidental (1/2)



L'expansion des BRICS



Annexe 2 : Carte comparative entre le vote du 2 mars 2022, autour du même point à l'ordre du jour (Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies), mais intitulé "Agression contre l'Ukraine", et la carte du vote du 24 février 2025.






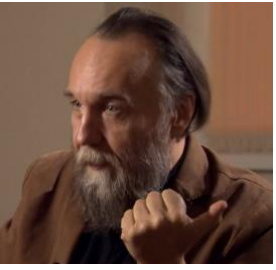

Source : <https://abpictoris.com/tpost/ztv2ovu7i1-vote-sur-lukraine-lassemble-gnrale-des-n>

Annexe 3 : Évolution de la cartographie des votes à l'AGNU (entre les résolutions ES-11/1 et ES-11/7) :
identification des mécanismes de bascule (2022 vs 2025)

Levier Géopolitique	Mécanisme	Pays Concernés	Type de Changement
Diplomatie du blé	Dépendance alimentaire	Mali, Niger, Burkina Faso	Pour/Abstention → Contre
Dépendance militaire directe	Juntas militaires dépendantes de la présence de Wagner/Africa Corps pour leur survie politique	Mali, Niger, Burkina Faso, République centrafricaine	Pour/Abstention → Contre
Levier énergétique	Dépendance énergétique : Gaz russe essentiel	Hongrie	Abstention → Contre
Dépendance énergétique	Peur des conséquences économiques de condamnation explicite	Kazakhstan, Asie centrale, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Liban	En faveur → Abstention
Héritage soviétique	Relations militaires historiques non rompues	Mozambique, Tanzanie, Zimbabwe, Zambie, Namibie, Angola, Asie centrale	En faveur → Abstention
Consolidation BRICS	Adhésion/association à BRICS renforce les liens pro-Russie	Mongolie, Kazakhstan, Asie centrale, Afrique du Sud, Rwanda, Sri Lanka	En faveur → Abstention

Annexe 4 : Tableau des principaux acteurs russes.

NOM PRÉNOM	FONCTIONS PRÉCÉDENTES	ACTIONS IMPORTANTES	AUJOURD'HUI
<p>Alexey Meshkov</p> 	<p>Vice-ministre des Affaires étrangères de la fédération de Russie de 2012 à 2017.</p>	<p>Meshkov a expliqué que Moscou a commencé à utiliser les revenus issus des actifs occidentaux gelés pour développer son économie, une déclaration influente sur la gestion financière russe dans un contexte de guerre et de sanctions.</p>	<p>Ambassadeur de la Fédération de Russie en France depuis 2017.</p>
<p>Alexander Makogonov</p> 	<p>Diplomate russe travaillant à l'ambassade de Russie en France en tant que porte-parole et chef du bureau de presse. Diplômé de l'Institut d'Etat des Relations internationales de Moscou, il est arrivé en France en 2006.</p>	<p>En février 2016, Makogonov était le seul fonctionnaire de l'ambassade à accompagner l'ambassadeur Alexandre Orlov à Monaco pour une rencontre avec le Premier ministre Serge Telle.</p>	<p>Il entre en poste en 2021 et est particulièrement actif durant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Invité dans les médias, il relaie le discours d'État russe et légitime l'invasion en diffusant la propagande de la Russie. En tant que visage public de l'ambassade de Russie, Makogonov est devenu un maître dans l'art de délivrer les éléments de langage du Kremlin de manière lisse et convaincante.</p>
<p>Kirill Dmitriev</p> 	<p>De 2002 à 2007, il a dirigé le fonds de private equity. Il possède un fond d'investissement qui investit directement dans des entreprises non cotées en bourse et qui rachète des entreprises cotées pour les retirer de la cote.</p>	<p>A bâti le RDIF comme une plateforme internationale de co-investissement, transformant un fonds souverain russe en un acteur clé de l'attraction de capitaux étrangers et de la diplomatie économique de la Russie.</p>	<p>Depuis 2011, il est PDG du Fonds d'investissement direct russe (RDIF).</p>
<p>Alexandre Douguine</p>	<p>L'ancien président de la Douma d'Etat Guennadi Seleznirov l'a nommé conseiller en 1998.</p>	<p>Douguine est l'un des architectes de l'idéologie du parti Russie Unie. Cette idéologie a aujourd'hui une</p>	<p>Après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Douguine a appelé à l'annexion de l'entièreté du</p>

	<p>Douguine a fondé le parti Eurasie en 2002 avant d'adhérer au parti Russie Unie.</p>	<p>influence sur l'action extérieure de la Russie. Lors de voyages dans des pays de l'Union européenne, il a noué des relations au sein de partis politiques d'extrême gauche et d'extrême droite afin d'influencer leurs vues sur la Russie et l'Ukraine.</p>	<p>territoire ukrainien. Sa fille, également proche du pouvoir, est assassinée lors d'un attentat à la bombe qui n'a pas été revendiqué. La Russie a accusé l'Ukraine.</p>
<p>Sergueï Lavrov</p> 	<p>Membre du parti Russie unie. De 1981 à 1988 il a été premier secrétaire, conseiller et conseiller chef de la Représentation permanente de l'URSS auprès de l'ONU.</p>	<p>La gestion diplomatique du dossier syrien, notamment en 2013, lorsqu'il a négocié avec les États-Unis l'accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, évité une intervention militaire occidentale directe contre le régime syrien, confirmé le rôle de la Russie comme acteur diplomatique incontournable au Moyen-Orient.</p>	<p>Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie</p>

EGE Ecole de Guerre
Economique

Ecole de Guerre Economique
196 rue de Grenelle, 75007 Paris
ege.fr



AEGE – Le réseau d'experts en intelligence
économique

aege.fr

portail-ie.fr

infoguerre.fr